

EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

Contribution du SYNAVI dans le cadre de la consultation nationale du Ministère de la Culture et de la Communication

Document de travail, décembre 2012

Créé en 2003, le Synavi, Syndicat National des Arts Vivants, regroupe plus de 300 compagnies et lieux indépendants du spectacle vivant, équipes artistiques et collectifs d'artistes, sur l'ensemble du territoire national, dans les disciplines du théâtre, de la danse, du cirque, des arts de la rue, de la musique, du récit et de la marionnette.

La transmission, la sensibilisation à une démarche artistique, l'accompagnement des pratiques amateurs constituent pour les citoyens une entrée en contact primordiale avec le monde de l'Art et de la Culture :

À travers tout le territoire, un grand nombre de compagnies participe encore à l'éducation artistique des enfants et des jeunes, dans leur parcours scolaire, de la maternelle à l'université, alors même que des réductions du nombre de projets, des budgets et donc des temps d'interventions remettent gravement en cause la place de l'éducation artistique en milieu scolaire et périscolaire.

En septembre 2012, le SYNAVI a signé une tribune dans le magazine La Scène pour sensibiliser les pouvoirs publics et les partenaires sociaux sur l'importance de l'éducation artistique dans la société et sur la nécessité d'adopter un cadre juridique et social adapté pour les artistes. (Annexe 1). En voici un extrait :

Le rapport au public évolue lui aussi, de nouveaux liens se créent entre les publics et les porteurs de projets artistiques, pouvant aller de l'écriture théâtrale à partir de paroles recueillies, à une participation directe du public au processus de création d'un spectacle. Il faut redire ici l'importance pour beaucoup d'artistes de ces nouvelles pratiques qui nourrissent leur geste artistique. Partager la recherche artistique avec d'autres cultures, d'autres générations, d'autres milieux, inscrire encore et toujours la création dans la cité, pouvoir en partager le processus comme l'utopie d'un moment où l'on est au monde, ouvert à l'autre...

Le SYNAVI accueille très favorablement la volonté du pouvoir en place de faire de l'éducation artistique une priorité. Mais il reste vigilant pour que les moyens et les dispositifs dévolus à la création ne soient pas amputés mais au contraire progressent. L'éducation artistique passe forcément par la rencontre avec les artistes, encore faut-il qu'il en reste et qu'ils puissent exercer dans des conditions durables.

1. DES DISPOSITIFS SCOLAIRES ET DES MOYENS ADAPTES

Afin d'améliorer, de réformer ou de créer de nouveaux dispositifs, le SYNAVI demande la création d'une passerelle entre les ministères de l'éducation nationale et de la Culture.

Cette passerelle doit être dotée des moyens humains et matériels à la hauteur des enjeux et ce à tous les niveaux de l'administration déconcentrée. Elle doit travailler en étroite collaboration avec les services des régions, des départements et des communes pour coordonner les dispositifs de développement de l'éducation artistique et permettre le déploiement des ateliers de pratique artistique pour :

- Favoriser la permanence artistique en installant dans les murs de chaque établissement d'éducation, une compagnie ou un artiste que ce soit de façon éphémère pour une création spécifique ou sur un plus long terme (structure conventionnée). Les compagnies qui intègrent l'action artistique dans leur création auront des missions particulières, identifiables par la nouvelle passerelle ministérielle avec un cahier des charges spécifique à l'éducation.
- Augmenter le volume horaire consacré à l'éducation artistique dans chaque cycle école, collège, lycée, faculté - de manière à dépasser ce qui était prévu dans le plan Lang / Tasca.
- Augmenter le nombre d'artistes sur le terrain.
- Augmenter les moyens financiers et les territoires visés.
- Favoriser l'égalité d'accès aux savoirs et à la culture en multipliant les interventions artistiques sur l'ensemble du territoire, en milieu rural, dans les petites villes et dans tous les endroits isolés (montagnes, les îles, l'outre-mer) et assurer leur prise en charge par les équipes artistiques locales dans une répartition équitable.
- Créer une nouvelle matière « *expérimentation artistique* » pour chaque cycle (école élémentaire, collège, lycée, université) afin que chaque élève au cours de sa scolarité bénéficie d'expérimentation artistique sous forme d'ateliers, de sensibilisations ou de découvertes de spectacles. Cette nouvelle matière pourrait devenir une discipline du contrôle continu.
- Relancer et développer en particulier dans les zones isolées, toujours à partir de démarches artistiques actives, la formation et la sensibilisation des enseignants, animateurs de centre de loisirs, chargés de missions territoriales dans les formations initiales mais également dans le cadre de la formation permanente.
- Développer les moyens pour favoriser les sorties aux spectacles, la rencontre des artistes pour des répétitions publiques et développer ainsi le sens critique des spectateurs.

II. PAS D'EDUCATION ARTISTIQUE SANS ARTISTES !

L'artiste, par sa nature même, par sa seule existence, participe à l'extension de la culture dans la société.

Le simple fait de publier son œuvre (en ouvrir l'accès au public, à un public) est au principe de l'action culturelle.

Expliquer son œuvre, la faire ressentir, partager, différemment, en travaillant avec des publics, quelle qu'en soit la manière en est un prolongement naturel, du commentaire pour les savants aux réponses à la presse, en passant par les promos télé et les ateliers de pratique artistique.

Ce prolongement naturel est indispensable à la création artistique, plus il y en aura, et plus il y aura de demande pour accéder à de nouvelles œuvres, donc nourrir de nouveaux artistes.

Il est impératif de créer un cadre juridique et social adapté pour les artistes engagés auprès des publics et pour les structures qui les emploient.

- L'éducation artistique ne peut se concevoir sans démarche et donc sans artistes : les ateliers de pratiques artistiques doivent être organisés ou encadrés de façon systématique par des artistes.
- Permettre aux structures qui revendiquent l'action culturelle comme faisant partie intégrante de leur cahier des charges moral, d'avoir l'environnement juridique, administratif et financier adapté pour la mettre en œuvre.
- Intégrer l'action artistique à la création est toujours un choix. Les artistes intervenants dans le cadre scolaire choisissent de le faire. Ces missions doivent apparaître clairement dans leur contrat de travail.
- Exiger la reconnaissance par les organismes sociaux (Pôle Emploi, URSSAF) des activités dites « connexes » : « activités de sensibilisation, d'accompagnement des amateurs, d'animation d'ateliers, d'intervention en milieu scolaire, hors enseignement. ». La future loi d'orientation devra confirmer cette reconnaissance des métiers et leurs champs d'applications.
- Favoriser pour les compagnies des actions dans la durée, sur plusieurs années, permettant l'association des projets pédagogiques et le développement d'une démarche artistique.
- Oser parler de co-écriture entre éducation scientifique et culturelle et actions artistiques.

L'art à l'école partout, pour tous

L'action culturelle s'inscrit dans le paysage artistique quand l'art est au centre d'un projet global quand l'action est initiée ou accompagnée par des artistes et que ceux-ci sont reconnus dans leur emploi comme des artistes chorégraphiques, dramatiques, intervenants, auteurs ou interprètes,... mais toujours artistes. La question du rôle de l'artiste dans l'éducation est une question centrale. Il s'agit d'un choix idéologique et donc politique.

Les équipes indépendantes de création souhaitent revoir, avec leurs partenaires et financeurs, les conditions de financement des activités dites « hors plateau » et leur évaluation, comme part de leur travail artistique.

L'action culturelle est indispensable au développement de la création artistique en général. Le travail avec des enfants ou des étudiants, dans des milieux spécifiques comme les facultés ou les collèges, ou simplement en accompagnement d'une représentation de la compagnie, constitue une nourriture pour l'artiste, et un moyen privilégié de nouer des liens forts avec la population.

En affirmant clairement que l'action artistique et culturelle, est un outil de lien social, les ministères concernés doivent donner des directives précises aux institutions chargées de la gestion de ces activités et donner les moyens nécessaires aux structures artistiques impliquées dans ces processus.

Un immense chantier nous attend, qui peut aussi relancer la notion d'emploi permanent pour l'artiste : un heureux équilibre de création et d'action culturelle le permet. Les notions de permanence et de durée y trouveront leur compte, pour mettre à mal la précarité trop généralisée du secteur. L'enjeu est de taille : Instruisons-nous d'une réflexion à sa mesure ! (extrait de l'article de la scène)

Synavi, le 5 décembre 2012